



Recourant :

Monsieur A _____

Intimée :

B _____ [caisse maladie]

C/22421/2024

ACJC/130/2025

DU JEUDI 30 JANVIER 2025

Vu le jugement JTPI/16088/2024 du 16 décembre 2024 prononçant la faillite de A _____;
Vu le recours contre ledit jugement formé le 23 décembre 2024 par A _____, dans le délai et la forme prescrits par l'art. 321 al. 1 et 2 CPC;
Vu le paiement de la dette, intérêts et frais compris;
Vu le retrait de la réquisition de faillite du 23 janvier 2025 par la partie intimée;
Attendu qu'un avertissement a déjà été donné à A _____ par arrêt du 16 mai 2024 (ACJC/612/2024) communiqué pour notification le 23 mai 2024, soit postérieurement au prononcé du jugement dont est recours;
Attendu que l'attention de la partie recourante est encore une fois expressément attirée sur le fait qu'une nouvelle faillite la concernant, qui serait prononcée postérieurement à la réception du présent arrêt, ne sera plus rétractée, sauf si elle prouve sa solvabilité par pièces, jointes au recours;
Vu en droit les articles 174 LP, 309 let. b ch. 7 et 319 ss CPC.

PAR CES MOTIFS,
La Chambre civile :

Annule le chiffre 1 du dispositif du jugement de faillite N° JTPI/16088/2024 rendu par le Tribunal de première instance le 16 décembre 2024 dans la cause C/22421/2024-19 SFC (poursuite N° 1 _____).
Confirme le jugement pour le surplus.
Condamne la partie recourante aux frais du recours, taxés à 220 fr., et dit qu'ils sont compensés par l'avance de frais de même montant fournie par elle, qui reste acquise à l'Etat de Genève.

Siégeant :

Madame Pauline ERARD, présidente; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Marie-Pierre GROSJEAN, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Communiqué le dispositif du présent arrêt aux parties par plis recommandés, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier le